

se terminant le 31 mars 1948, la somme de \$101,822,866.77 soit octroyée à même le fonds du revenu consolidé du Canada.

(La motion est adoptée.)

Rapport est fait de la résolution qui est lue pour la deuxième fois et adoptée.

L'hon. M. ABBOTT demande à déposer le bill n° 204, allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

(La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la première et pour la deuxième fois et la Chambre se forme en comité pour l'examen des articles, sous la présidence de M. Macdonald (Brantford).)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Sur l'article 3 (octroi de \$5,853,666.66 pour 1947-1948).

M. FLEMING: Pouvons-nous obtenir des exemplaires du bill?

M. le PRÉSIDENT: Il s'agit ici d'une loi de finances provisoire; je ne crois pas qu'il soit d'usage d'en distribuer des exemplaires.

L'hon. M. ABBOTT: Le projet de loi est rédigé en termes identiques à ceux des bills adoptés dans le passé. Habituellement, les projets de loi ne sont distribués qu'après la première lecture. La Chambre ayant décidé à l'unanimité de procéder, cet après-midi, à toutes les étapes de l'adoption du projet de loi, celui-ci n'est donc pas disponible pour fins de distribution. Ceux qu'il intéresse pourront, toutefois, en obtenir des exemplaires au cours de l'après-midi.

M. CASE: Le président devrait donner lecture des divers articles. Nous faisons figure d'imbéciles.

L'hon. M. ABBOTT: C'est exact; l'honorable député ne dénature pas les faits.

M. le PRÉSIDENT: Il me suffira peut-être de donner lecture du titre abrégé. Voici:

La présente loi peut être citée sous le titre: Loi des subsides, n° 3, 1947.

(L'article est adopté.)

L'article 4 est adopté.

Rapport est fait du bill, qui est lu pour la 3e fois et adopté.

LE BUDGET

DÉBAT SUR L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'examen, interrompu le lundi 12 mai, de la motion de l'honorable M. Abbott (ministre des Finances) demandant que M. l'Orateur quitte le fauteuil afin que

[L'hon. M. Abbott.]

la Chambre se forme en comité des voies et moyens, ainsi que des propositions d'amendement de M. Macdonnell (Muskoka-Ontario) et de sous-amendement de M. Coldwell.

M. JOHN R. MacNICOL (Davenport): Monsieur l'Orateur, parlant au sujet de propositions budgétaires, j'ai, à plusieurs reprises dans le passé, fait mention des provinces de l'Ouest; aujourd'hui, mes observations porteront sur cette partie oubliée du Canada, les Provinces maritimes. J'ai écouté avec intérêt les discours prononcés jusqu'ici par divers honorables députés de ces provinces et, comme la plupart de ceux qui n'habitent pas les Provinces maritimes, j'ai appris avec étonnement l'existence de la crise persistante et du chômage de plus en plus aigu qui sévissent là-bas. Je me permettrai donc de formuler des vœux qui, pour peu qu'on les mette en pratique, contribueront à changer le cours de l'économie de ces provinces et à mettre fin au chômage, qui s'aggrave chaque jour.

Je n'ai pas à m'excuser de parler en faveur des Provinces maritimes. J'ai été longtemps dans les affaires et je me rappelle très bien que durant ce temps, nous y avons expédié plusieurs trains de matériel fabriqué à Toronto. Hier soir, j'ai essayé de déterminer le nombre approximatif de chargements de wagons expédiés aux Provinces maritimes de l'usine à laquelle je me suis si longtemps intéressé. En établissant ce nombre à 40 chargements de wagons par année seulement, il ressort qu'au cours des 65 années d'existence de cette société,—j'ai été à son service pendant 20 ans,—plus de 2,500 wagons de chaudières, de radiateurs et autres articles ont été expédiés là-bas.

Je ne puis rester indifférent à tout ce qui peut contribuer à améliorer la situation des Provinces maritimes, car il en résultera plus de travail pour les ouvriers de ma circonscription et pour ceux d'autres circonscriptions du Canada central. Il m'est impossible de ne songer qu'à ma propre circonscription. L'expansion générale du Canada produit un certain effet dans mon district électoral, et toute amélioration qui survient dans les Provinces maritimes profite non seulement à ma circonscription mais aussi, aux autres du Canada central.

Les vœux que je désire formuler sont le fruit de longs voyages d'étude que j'ai faits dans les Provinces maritimes au cours de plusieurs années. Le dernier date de septembre 1946; j'ai alors franchi en automobile 2,964 milles. J'ai parcouru la moitié de cette distance dans la région de Squatteck, dont l'honorable député de Témiscouata (M. Pouliot) a parlé lorsqu'il a présenté une pétition. J'ai